

## Séance publique du lundi 22 juillet 2013

**Convoqué le mardi 16 juillet 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 22 juillet 2013 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux**

### **Présents :**

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, , Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, , Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Jacques MARTIN, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Sophie BONIFACE-PASCAL, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, Serge FLEURENCE, Arnaud JULIEN, Hélène QVISTGAARD, Régine SOUCHE, Patrick VIGNAL.

### **Absents :**

Laure FARGIER, Martine PETITOUT.

## Dématérialisation du circuit comptable - signature de l'accord local de dématérialisation

Max LEVITA rapporte :

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015, un seul protocole d'échange avec la trésorerie sera supporté : le PES V2 (Protocole d'Echange Standard). Il remplacera tous les protocoles d'échanges actuels (Indigo, Ocre...).

Le PES standardise l'échange des données comptables entre les collectivités et leur trésorerie. Les informations sont transmises sous forme de fichiers XML à Hélios, le progiciel comptable des trésoreries. Ces données sont constituées des bordereaux, mandats et titres nécessaires aux trésoreries pour payer les fournisseurs ou être payées.

De même, ce protocole permet d'accueillir les références des pièces justificatives ou les documents dématérialisés eux-mêmes et intégrera les données numériques signées électroniquement.

L'adoption du PES par une collectivité s'effectue à l'issue d'une procédure de validation technique et fonctionnelle, menée conjointement avec la Direction générale des Finances Publiques (DGFIP) afin de permettre une gestion optimale des données dans Hélios.

La Ville de Montpellier s'est engagée depuis plusieurs mois dans le processus de dématérialisation du circuit comptable.

La dématérialisation du circuit comptable s'inscrit dans une démarche de modernisation qui permet de sécuriser les flux comptables et d'accélérer le traitement administratif pour atteindre l'objectif d'un mandatement en 20 jours.

Elle est porteuse de multiples enjeux :

- suppression des doubles envois, sous format papier et sous format informatique des bordereaux de titres et de mandats, des mandats et titres ;

- réduction des délais de paiement par la suppression des tâches de contrôle entre les flux papier et informatiques d'Hélios ;
- amélioration des délais de production et de restitution des comptes de gestion aux ordonnateurs et au juge des comptes
- simplification des échanges d'information entre les acteurs de la chaîne comptable et financière en évitant la re-matérialisation des données ou documents d'origine électronique ;
- limitation des espaces de stockage et des temps de traitement au regard du volume important de documents « papier » échangés.

Les tests menés par la Ville pour satisfaire aux exigences techniques et fonctionnelles ont été réalisés avec succès.

Ainsi, afin de pouvoir mener la dématérialisation à son terme, une convention cadre doit être signée entre tous les acteurs : la Direction Générale des Finances Publiques, la Chambre Régionale des Comptes et l'ordonnateur.

Cette convention s'inscrit dans le cadre des principes énoncés dans la Charte nationale partenariale relative à la dématérialisation dans le secteur public local et se réfère au cadre national d'acceptation de la dématérialisation dans le secteur public local.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :**

- autoriser Madame le Maire à signer la convention cadre de dématérialisation avec la Direction Générale des Finances Publiques et la Chambre Régionale des Comptes.
- autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document se rapportant à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 23 juillet 2013 |**